

<https://collectiflieuxcommuns.fr/?1014-En-prenant-des-mesures-contre-le>



**« En prenant des mesures
contre le virus on peut être
amenés à prendre des
décisions qu'on n'osait pas
trancher à cause de la
pensance » (1/2)**



Date de mise en ligne : mercredi 22 avril 2020

- Nos textes - Brochures -

Copyright © Lieux Communs - Tous droits réservés

Ce texte fait partie de la brochure n°26bis :

« Écologie, pandémie & démocratie directe »

L'écologie politique dans la crise mondiale â€” seconde partie

https://collectiflieuxcommuns.fr/index.php?action=image_responsive&img=IMG/png/une26bis-2.png&taille=200&1621970990

Sommaire :

- « En prenant des mesures contre le virus on peut être amenés à prendre des décisions qu'on n'osait pas trancher à cause de la bien-pensance » (Émission de radio) â€” Ci-dessous...
 - [« On ne peut pas vouloir une démocratie directe pour rétablir une société de consommation » \(Émission de radio\)](#)
 - [Immigration, écologie et décroissance \(Conférence\)](#)
 - [Enseigner... la catastrophe \(Entretien\)](#)
 - [Quatrième de couverture](#)
-

Retranscription [de la seconde émission « Offensive Sonore »](#) consacrée à la discussion du texte [« Premières remarques sur la crise ouverte par la pandémie »](#), enregistrée le soir du vendredi 3 avril 2020 et mis en ligne le mardi 14 sur Radio Libertaire (89.4).

Les corrections importantes ont été placées entre crochets.

La base de la discussion était le brouillon, envoyé le 25 mars, du texte en question dont seules les deux premières parties étaient en ligne au moment de l'émission.

Par ailleurs, pour éviter l'utilisation de Skype (Microsoft) ou de Whatsapp (Facebook), le logiciel libre [Jitsi Meet](#) a été utilisé, [Jami](#), également logiciel libre, ayant, malgré notre préférence a priori, présenté sur le coup une moindre qualité sonore et un inconfort d'enregistrement.

C : Pour cette deuxième partie de l'émission, on voulait poursuivre avec le troi-sième point de ce texte qui s'intitule [« Questions oligarchiques, retour de la moder-nité »](#)

Brièvement, pour résumer un peu ce texte composé de quatre parties : il y avait une première partie sur les questions épidémiologiques, une seconde sur l'impact à moyen terme du confinement, et justement cette troisième partie sur la question oligarchique, et sur ce qui pourrait se passer d'un point de vue politique prochainement. Quentin, peux-tu nous résumer ce paragraphe ?

Q : Cette partie-là est consacrée à l'analyse du fait oligarchique - des mesures qui sont prises en ce moment en tout cas - et des réactions possibles dans l'avenir.

Une chose d'abord qui frappe énormément c'est que l'événement épidémie, pandémie et confinement, et les scandales autour des masques, des médicaments, de l'acheminement, des pénuries, etc. ont été un démenti absolu des dogmes idéologiques qui gouvernent depuis quarante ans. Même le président Macron est intervenu à la télévision pour annoncer qu'on allait changer de cap, qu'il y aurait des changements profonds... Alors, il est tout à fait possible que ce soit dans une optique de démagogie pour que les gens se tiennent tranquilles en attendant la fin de l'épidémie, au moins, et le début de la crise économique. Mais en attendant, il y a quand même un certain nombre de commentateurs, d'hommes politiques, de chroniqueurs, d'éditorialistes qui conviennent qu'effectivement les événements actuels sont un démenti absolu aux politiques qui sont menées depuis une ou deux générations : la politique de la mondialisation, de la délocalisation des filières, la politique, entre guillemets, « libérale » - ce qu'on appelle libérale -, notamment vis-à-vis de l'hôpital puisqu'on se souvient que les personnels hospitaliers étaient en mouvement depuis deux ans, avec des hauts et des bas... Tout cela est absolument battu en brèche et on assiste à une sorte de volte-face du pouvoir qui annonce maintenant qu'on rétablit les frontières, qu'on va réintégrer les filières dans l'espace national, que l'État providence reprend toute sa place, que l'État lui-même redevient un État avec une vision et des stratégies, etc. Ça c'est quand même un phénomène assez frappant. En introduction de ce point, je pense que c'est important, tout le monde le sait, le sent, le dit : on est à un tournant, en tout cas langagier, il y a quand même des engagements pour que les choses changent radicalement.

Alors, en parallèle, on assiste à une critique très féroce des mesures du gouvernement, évidemment, puisque c'est le moment de tirer le bilan de ce qui a été fait, et les critiques sont cinglantes bien entendu. Je suis le premier à porter ces critiques-là, mais il me semble qu'il y a un élément que les gens ont oublié, c'est quand même l'événement du H1N1 de la grippe A de 2009, dont on a un peu parlé à la précédente émission. C'est quand même un précédent assez extraordinaire au sens où il y avait une pandémie qui a commencé au Mexique et qui concernait un virus également, que l'on pensait être ravageur. Et la France a pris énormément de mesures en achetant des vaccins à l'avance, en préparant des masques, des quantités de masques absolument incroyables. Finalement la pandémie n'a pas eu lieu : si les gens se souviennent un peu du printemps/été 2009, ça été un fiasco absolu, mais parce qu'on considérait que le gouvernement avait surréagi à quelque chose qui n'était pas une pandémie, d'où des railleries, des quolibets, etc. Et aujourd'hui, on est dans le phénomène absolument inverse, c'est-à-dire une *impréparation* du gouvernement qui s'affronte à une pandémie *réelle*. C'est important de le rappeler, non pas pour excuser le comportement des oligarques, mais pour expliquer que nous sommes des sociétés qui en quelque sorte font du cabotage, on navigue à vue, on passe du tout au rien et du tout à son contraire. En l'espace de dix ans, on est passé d'un pays très très préparé à une pandémie mondiale à un pays complètement démuni - sans être la risée du monde non plus parce que beaucoup de pays sont dans cette situation. Le pays n'est pas du tout à la hauteur de ce qu'on aurait pu penser.

C : Mais est-ce que la préparation au H1N1 n'était pas une façon d'éviter la pandémie et de prendre les devants même si on n'est pas sûrs que la pandémie va avoir lieu ?

Q : Oui, mais à l'époque, si on se souvient des critiques qui avaient été faites, c'est qu'il y avait eu une collusion entre le gouvernement, en tout cas le ministère de la santé (c'était R. Bachelot à l'époque) et des laboratoires qui préparaient les vaccins. Il y avait eu 40 millions de doses de vaccin qui avait été achetées et toute une campagne de vaccination avec finalement je crois moins de 10 % de la population qui était partie se faire vacciner... Personne n'y croyait à cette maladie - enfin, personne n'y croyait... très peu de gens y croyaient. Je me souviens que mes parents

m'avaient demandé à l'époque ce que j'en pensais ; moi-même je n'étais pas clair du tout, les informations étaient très contradictoires, les critiques avaient été très féroces... C'est-à-dire qu'on est aussi dans une situation où quoi que fasse le pouvoir, l'opposition et une bonne partie de la population va lui sauter à la gorge, et à raison puisque c'est presque systématiquement des erreurs, des bourdes. En 2009, ça portait à conséquence uniquement sur le plan financier, parce que ça a coûté extrêmement cher ; aujourd'hui, on compte en nombre de morts. Il y a une ambiance assez morbide dans tout le pays, puisqu'on a l'impression d'être les bras ballants et de n'avoir aucun outil pour combattre.

C : Ça complète ce que tu disais la dernière fois : alors que pas mal de pays ont eu des alertes récentes et ont pu réorganiser leur système de santé et de vigilance, nous, on a eu l'inverse ; on a baissé la garde à cause de cette histoire de H1N1. Ce qui est assez surprenant c'est que l'Angleterre a l'air de bien s'en sortir, mais c'est aussi parce qu'ils ont eu une alerte eux sur la grippe assez récemment. En 2017, ils ont eu une grippe qui a mis en évidence leurs problèmes de services de santé, alors que c'était une grippe classique comme on a en France, et cette alerte-là qui était catastrophique à l'époque a fait qu'ils ont pu anticiper là et s'organiser de manière plus importante qu'en France. Finalement on est assez dépendants des événements historiques de chacun des pays.

Q : Oui, absolument. Et c'est une catastrophe car ça veut dire que nous sommes dans des sociétés qui n'ont aucune vision de long terme alors que, au fond, on sait très bien, depuis au moins l'apparition du sida dans les années 80, que nous sommes re-rentés dans une période de long terme de pandémies. Pour de multiples raisons : tout le monde le sait très bien, à cause de la mondialisation, des ravages écologiques, à cause de l'élevage industriel, à cause aussi des résistances aux antibiotiques que les bactéries développent, à cause aussi du mode de vie occidental, sédentaire et extrêmement mortifère. Donc, on est de toute façon dans une situation où les pandémies vont resurgir et le Co-vid-19 est très certainement la première pandémie mondiale depuis longtemps. On y a échappé avec le SRAS, avec le MERS, etc. C'est un avertissement, en ce sens-là. Je pense qu'on en prendra la mesure après cette expérience. Mais le fait qu'on soit obligés d'y passer pour prendre des précautions en dit long, quand même, sur le degré de délabrement dans lequel on est.

C : Une situation qui ressemble à ça, et dont on parle, c'est la grippe espagnole de 1918.

Q : 1918-1919, oui. Mais le contexte était quand même différent... C'était aussi une période de mondialisation, de grand brassage puisqu'on sortait de la première guerre mondiale, et l'épidémie a fait plus de morts que 14-18. Mais on était aussi avec des populations plutôt désorganisées, qui étaient fatiguées, qui étaient affaiblies ; le contexte n'était pas le même et je crois qu'il y a eu quelque 100 millions de morts à l'échelle mondiale, ça a été absolument énorme. Mais c'est une référence, absolument, nous sommes en train de revivre l'équivalent avec des moyens un peu plus performants, avec des sociétés malgré tout en meilleure forme, évidemment. Les pandémies se sont toujours déroulées dans des situations de mondialisation au sens très large, lorsqu'il n'y a pas de frontières, lorsqu'il y a des mouvements importants de populations, lorsqu'il y a un recul des écosystèmes naturels, c'est toujours dans ces situations-là qu'il y a des pandémies - et on est en face de ça. Donc, il faut se placer dans une situation de long terme : nous sommes rentrés dans une situation de pandémies.

C : Tu as aussi abordé, dans ce paragraphe-là sur la question oligarchique, le retour à des choses qui n'étaient plus permises : il y a cette question d'un retour à la nation et à la modernité ; du post-modernisme nous revenons à une situation moderne similaire à celle de l'époque de la grippe espagnole, les vaccinations, le médical, le côté très pragmatique, c'est un peu ça aussi.

Q : Oui, un monde moderne. De même, d'une manière plus générale tu as raison, sur l'aspect scientifique et sanitaire, du point de vue géopolitique aussi : on assiste à un retour des nations ou en tout cas des États-nation. Nous sommes maintenant dans un monde qui a refermé ses frontières : même le confinement est une frontière, que

ce soit à l'échelle d'un appartement, d'une maison, d'un quartier, d'une ville, d'une région ou d'un pays, ce sont des frontières que l'on rétablit. Donc là, il y a un mythe qui tombe, qui est fondateur de la post-modernité, qui était vraiment l'effacement des frontières, l'effacement des nations, aller vers un monde qui était sans frontières et sans limites... Là on est en train de revenir dessus, donc [le retour de] la modernité c'est ça.

La modernité, c'était aussi un État qui était fort alors que depuis trente ans on assiste plutôt au délitement d'un État au profit et des marchés financiers et des grands financiers, des lobbies, des corporatismes, des communautarismes, etc. Et là on assiste à un retour de l'État qui, de fait, reprend les rênes et prend des mesures rigoureuses. Alors, est-ce que ça va durer ? Est-ce qu'il en a les moyens ? Est-ce qu'il ne va pas être dépassé par la situation ? C'est toute la question mais, en tout cas, on revient à un monde d'États-nations, un monde de rationalité. On revient aussi à un État-nation au sens où renaît un sentiment d'intérêt collectif, d'intérêt commun : on sent qu'on a un intérêt, en-semble, à faire des choses coordonnées et intelligentes. Ce n'est pas simplement le fait de rester chez soi, mais c'est aussi le fait d'applaudir à 20 h les personnels soignants, même si c'est dérisoire, ou encore d'encourager les livreurs, les caissières, les agriculteurs, toutes les petites mains qui étaient invisibles et qui d'un seul coup redeviennent visibles et considérées, les femmes de ménage ont un rôle qui est extrêmement important maintenant. Donc, c'est un monde de la modernité dans le sens où c'est une communauté qui a conscience d'appartenir à une histoire, à une identité, à un groupe, à une collectivité, et avec des gens interdépendants. Il n'y a pas simplement « *des gens qui réussissent et des gens qui ne sont rien* » comme le disait Macron, mais il y a des gens qui vivent ensemble et qui font société. Donc en ce sens il y a un retour d'une société, retour d'un intérêt collectif. En ce sens-là c'est vraiment la modernité.

C : Est-ce qu'on peut revenir sur cette idée de la possibilité d'une écocratie ? Où les experts sont mis en avant... Je ne sais pas si on a fait le tour de l'épisode de l'H1N1... mais en parlant d'experts il y a quand même le phénomène en France du Pr Raoult qui est un peu inquiétant et où on a l'impression de faire le H1N1 à l'en-vers. C'est-à-dire que là on va dire qu'il y aurait un complot pour ne pas sortir un médicament qui serait un médicament miracle. Bon, ça commence à s'éventer que ce n'est pas forcément un médicament miracle mais juste un médicament parmi d'autres... Là on a quand même une espèce de fascination vis-à-vis des experts scientifiques et un retour du pouvoir de l'expert. Après, la possibilité d'une écocratie est, je pense, plus large, dans le sens où comme on n'est pas capables d'être responsables on va nous obliger à nous confiner, entre autres, mais aussi à limiter nos dépenses, etc. pour sauvegarder ce qu'il y a de sauvegardable sur Terre.

Q : Effectivement, l'introduction que tu as fais là est très bien : l'affaire Raoult est très révélatrice d'énormément de choses d'ailleurs [1]. Je pense qu'elle est révélatrice de l'institution médicale et de l'état dans lequel elle est avec des bureaucrates, des carriéristes, des francs-tireurs, des calculs, des haines, des conflits d'egos, de territoires, d'institutions, etc. Alors, ça a toujours plus ou moins existé dans le monde scientifique, mais c'était productif et je ne crois pas que ce soit arrivé en tout cas en période de crise comme aujourd'hui. Ça c'est plutôt mauvais signe...

Un autre angle d'attaque est la fascination dont le Pr. Raoult est l'objet. C'est une réaction assez animale, je pense : on cherche un prophète, on cherche un médicament miracle, effectivement, on cherche un espoir et en même temps c'est une manière de contester l'ordre qui se met en place. Parce que le pendant du retour de l'État est que, en réaction, il y a un refus de cette autorité et on la conteste de toutes les manières qui soient, qu'elles soient légitimes ou absolument pas légitimes, on peut reprocher tout et n'importe quoi au pouvoir, ça peut ne pas avoir du tout de sens et ça peut en avoir aussi. Ça c'est un des risques de l'époque qu'on traverse : c'est qu'on risque d'avoir affaire à des réactions irrationnelles, des réactions de révolte tous azimuts, des réactions de « bouc-émissarisation », où on se choisit des boucs-émissaires d'un côté, des prophètes de l'autre, et on tape dessus. Je ne suis pas certain du tout que ce soit productif, ou enviable ou intelligent...

Renverser l'ordre établi, oui : je n'ai pas du tout de problème avec ça, la question est d'en mettre un autre à la place. Si les réactions de défiance sont infantiles, on peut arriver juste à un chaos, qui lui-même ne peut qu'engendrer un

nouvel ordre, qui lui-même va être contesté, engendrer un chaos, etc. Ça c'est un cycle qui est bien connu et qui n'aboutit à rien du tout. La contestation de ce qui existe doit être intelligente, ciblée et posée et « l'affaire Raoult » me semble un noeud de confusions et de projections assez triste.

Tu as tout à fait raison, en toile de fond il y a le rôle grandissant des experts et le jeu entre l'expert et le politique. Et qui décide, de l'expert ou du politique ? Avec la figure du technocrate qui engloberait les deux. On sait très bien que ce n'est pas possible : la politique n'est pas une technique, ce n'est pas une science, c'est un art - c'est *peut-être* un art - mais ce n'est pas un art qui est dévolu à quelques-uns. La politique est la possibilité de s'auto-organiser ensemble et de décider de la marche à suivre. Et le problème du rôle de l'expert est que lui se réclame d'un régime de vérité, - même si elle est provisoire en science : les vérités sont toujours en sursis, elles sont provisoires jusqu'à ce que le contraire soit démontré, qu'une autre hypothèse vienne les contredire, qu'une théorie, des faits, des expérimentations... Mais là on est dans le domaine de la vérité. En politique il n'y a pas de vérité à proprement parler [il y a des décisions qui conviennent à une population donnée, ou non]. Donc là il y a un vrai conflit.

Et comme nous entrons dans un monde où la nature joue un rôle extrêmement important - on l'a vu à travers le thème de l'écologie et une épidémie, un virus, est de l'ordre de l'écologie, c'est-à-dire que ça relève du scientifique - l'arrivée de la nature dans le politique entraîne une situation qui est très tendue : en politique c'est la décision des êtres humains qui l'emporte, la manière dont on veut vivre, la manière dont on établit notre propre loi, nos propres normes, alors qu'en science, il n'est pas question de discuter : on ne va pas voter pour établir une vérité scientifique, ce sont les faits qui doivent décider, en théorie. Donc, il y a une contradiction de fond et qui est très grosse de possibilité d'un régime autoritaire qui se réclamerait d'une science. Ça, ça a été vu depuis les années 70, on parlait d'« écofascisme », moi je parlerai plutôt d'un « totalitarisme écologique » parce que le totalitarisme peut être de gauche aussi alors que le fascisme est d'extrême droite. C'est une possibilité qui est devant nous, et ce qu'on est en train de vivre est possiblement une première étape, ou en tout cas un précédent, un moment où un État reprend la totalité de ses pouvoirs et un pouvoir qui est presque sans limite sur ses citoyens, au nom de la science. Alors là c'est au nom de la science médiocrale, mais ça peut-être aussi au nom de la science climatique, ou au nom de la protection contre un accident industriel, ou contre une raréfaction de l'eau potable, etc, etc. C'est un vieux spectre qui hante les milieux écologistes et qui aujourd'hui devient extrêmement concret parce que devant nous il y a des crises écologiques extraordinaires, on le sait tous.

Le problème avec l'écocratie, et je finirai là-dessus, c'est que c'est difficile à contester ; si on veut réellement contester un pouvoir de technocrates écologistes ou écologues qui se réclament de la science, il faut arriver à les contester sur leur propre terrain, c'est-à-dire qu'on ne peut pas contester une mesure d'austérité pour des questions écologiques à partir d'une simple volonté de consommer, ça n'a pas de sens, on est dans l'irresponsabilité. Le problème est que c'est ce qui passe jusqu'à maintenant, on a des mouvements sociaux, on a des syndicats, on a des partis qui contestent l'ordre établi au nom de la société de consommation et, on sait que la société de consommation n'est pas viable écologiquement. Donc on est dans une situation d'irresponsabilité à la base et en haut, l'État, les technocrates, les experts, prétendent être dans une responsabilité ; donc la tension qui est créée n'est pas productrice d'émancipation. Ça crée une situation extrêmement compliquée.

(.../...)

[Seconde partie disponible ici](#)

[1] Cf. « [Première remarques...](#) », *op. cit.*